

Unité départementale de l'Aisne  
10 rue de Mayenne  
02200 Soissons

Soissons, le 04/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AISNE ENROBES**

ZI Tergnier Condren- rue de l'Europe  
Les Certels  
02700 Tergnier

Références : AISN25\_RapVisite\_271  
Code AIOT : 0005100722

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2025 dans l'établissement AISNE ENROBES implanté ZI Tergnier Condren- rue de l'Europe Les Certels 02700 Tergnier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'année 2025 de la DREAL des Hauts-de-France.

Elle porte principalement sur les conditions d'exploitation, les observations formulées lors de la précédente inspection du 25/10/2017 et les conséquences après l'accident du 16/05/2025.

Cette visite a été annoncée à l'exploitant par courriel du 23/04/2025.

L'exploitant ne s'est pas opposé à l'accès de l'inspecteur aux locaux hors ICPE (bureaux, salles de réunion, habitation).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AISNE ENROBES
- ZI Tergnier Condren- rue de l'Europe Les Certels 02700 Tergnier
- Code AIOT : 0005100722
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AISNE ENROBÉS exploite une installation d'enrobage au bitume de matériaux routiers à chaud (rubrique 2521-1) sur les communes de CONDREN et de TERGNIER (02). La quantité d'enrobés produite annuellement est de 80 000 t.

Outre cette centrale d'enrobage, le site dispose également d'une station de transit de matériaux inertes (rubrique 2517) et d'un stockage de bitumes et d'émulsion (rubrique 4801).

Ce site soumis à autorisation est principalement réglementé par l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) n° IC/2013/160 du 09/12/2013.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Nature des installations concernées par une rubrique de la nomenclature	Arrêté Préfectoral du 09/12/2013, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Accès et circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 09/12/2013, article 7.2.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
10	Domaine de fonctionnement des procédés	AP Complémentaire du 09/12/2013, article 7.4.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
11	Élimination des substances	AP Complémentaire du 09/12/2013, article 7.5.7.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
14	Auto-surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 09/12/2013, article 8.2.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 09/12/2013, article 2.1.2.	Sans objet
3	Propreté et esthétique	Arrêté Préfectoral du 09/12/2013, article 2.3.	Sans objet
4	Déclaration et rapport	AP Complémentaire du 09/12/2013, article 2.5.1.	Sans objet
5	Conditions générales de rejet – Concentration maximale	Arrêté Préfectoral du 09/12/2013, article 3.2.3.	Sans objet
6	Valeurs limites d'émission des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 09/12/2013, article 4.3.7.	Sans objet
7	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 09/12/2013, article 6.2	Sans objet
9	Installations électriques – Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 09/12/2013, article 7.2.3.	Sans objet
12	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 09/12/2013, article 7.6.3.	Sans objet
13	Auto-surveillance des eaux pluviales de voirie	Arrêté Préfectoral du 09/12/2013, article 8.2.1.	Sans objet
15	Auto-surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 09/12/2013, article 8.2.3.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En hiérarchisant la gravité et les enjeux potentiels des constats réalisés lors de la visite d'inspection, cinq faits avec suite sont signalés : la modification de la superficie de l'aire de transit des matériaux inertes, l'éventuelle installation d'une clôture dans le domaine RFF/SNCF, les mesures complémentaires post-accidents, l'évacuation des déchets et l'auto-surveillance des niveaux sonores.

Ces faits sont dans l'attente d'actions correctives de l'exploitant dans un délai maximum de six mois.

En cas d'absence d'actions correctives, des suites administratives pourront être proposées.

Trois observations sont aussi formulées.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations concernées par une rubrique de la nomenclature

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/12/2013, article 1			
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nature des installations			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
<b>Prescription contrôlée (modifiée par APC IC/2016/070 du 01/07/2016)</b>			
[...] Le classement des installations et activités exercées sur le site est le suivant :			
ICPE N° rubrique	Intitulé rubrique	Capacité de l'installation	Régime
2521-1	Enrobage au bitume de matériaux routiers (Centrale d') 1. À chaud	- Une centrale fixe d'enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers ; Capacité 240 t/h ; Puissance thermique des brûleurs < 20 MW. - Une centrale mobile d'enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers ( <i>temporaire</i> ) ; Capacité 212 à 390 t/h ; Puissance thermique des brûleurs < 20 MW.	A
2517	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant : 2. Supérieure à 10 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 30 000 m <sup>2</sup>	Aire de stockage de granulats commune à l'usine fixe et à l'usine mobile.  <b>Superficie comprise entre 15 000 et 20 000 m<sup>2</sup></b>	E
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et	- 1 cuve aérienne de 5	DC

	<p>spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total</p>	<p>- 1 cuve aérienne de 5 m<sup>3</sup> (4,4 t) de GNR</p> <p>- 1 cuve aérienne de 50 m<sup>3</sup> de fioul TBTS (temporaire) (50 t)</p> <p>- 1 cuve aérienne de 9,5 m<sup>3</sup> (8,4 t) de GNR (temporaire)</p> <p><b>Total : 63 t</b></p>	
4801	<p>Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses.</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans</p>	<p>Dépôt de matières bitumineuses :</p> <p>- Usine fixe : 3 cuves de 60 m<sup>3</sup> de bitume et 1 cuve de 45 m<sup>3</sup> d'émulsion de</p>	D

	l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	bitume, soit un total de 225 m <sup>3</sup> (~ 225 t). - Usine mobile (temporaire) : 1 cuve de 60 m <sup>3</sup> et 1 cuve de 110 m <sup>3</sup> de bitume, soit un total de 170 m <sup>3</sup> (~ 170 t). <b>Total : 395 t</b>	
--	---	---	--

A : Autorisation - E : Enregistrement - DC : Déclaration avec contrôle périodique - D : Déclaration

### Constats :

Lors de l'inspection du 25/10/2017, il avait été constaté que certaines installations de AISNE ENROBÉS étaient supprimées et que deux entités distinctes étaient en activité sur le même site. Au sud-ouest, EUROVIA PICARDIE (société tierce appartenant au même groupe que AISNE ENROBÉS) exploitait un mois par an, un concasseur (rubrique ICPE 2515) et une aire de transit de matériaux inertes (2517).

Cette aire de transit n'était pas physiquement séparée par un grillage ou une clôture de celle de AISNE ENROBÉS. Elle pouvait donc être considérée comme appartenant à une seule et même installation ICPE. Or, l'extension du site n'avait pas été administrativement déclarée en préfecture.

Lors de l'inspection du 10/06/2025, il a été constaté que EUROVIA PICARDIE n'exploite plus de concasseur, et ne stocke plus de matériaux sur son aire de transit. Toutefois, il a été confirmé que les terrains appartiennent encore à EUROVIA PICARDIE, sur lesquels AISNE ENROBÉS stocke des matériaux.

L'exploitant doit donc solutionner ce paradoxe domanial, et éventuellement notifier aux services préfectoraux, la modification de son installation avec l'extension géographique de son site, en intégrant la rubrique ICPE 2517 de l'ancienne installation d'EUROVIA PICARDIE. **2025/01Fait avec suite dans l'attente d'un justificatif (FASAJ)**

Entre-temps, deux donner actes ont aussi été délivrés à AISNE ENROBÉS en 2018 pour la construction d'un hangar de stockage, et en 2021 pour l'augmentation de la capacité de stockage de bitume.

Au vu des donner actes et constats de la visite (et sous réserve de l'intégration de l'ancienne aire de transit de EUROVIA PICARDIE dans celle de AISNE ENROBÉS) le classement du site serait maintenant le suivant :

ICPE N° rubrique	Intitulé rubrique	Description de l'installation	Régime
2521-1	Enrobage au bitume de matériaux routiers (Centrale d')	Une centrale fixe d'enrobage à chaud au bitume de	A

	(Centrale d') 1. À chaud	au bitume de matériaux routiers Capacité de production horaire : 240 t Volume annuel de production : 80 000 t (5 % d'humidité)	
2517	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant : 2. Supérieure à 10 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 30 000 m <sup>2</sup>	Aire de stockage de granulats. <b>Superficie comprise entre 15 000 et 20 000 m<sup>2</sup></b>	E
4801	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	<b>Dépôt de matières bitumineuses : ≈ 285 t</b> 4 cuves de 60 m <sup>3</sup> de bitume et 1 cuve de 45 m <sup>3</sup> d'émulsion de bitume, soit un total de 285 m <sup>3</sup>	D
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de	1 cuve aérienne de 5 m <sup>3</sup> (4,4 t) de GNR	NC



	<p>diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 2. Pour les autres stockages : inférieure à 50 t au total.</p>		
--	---	--	--

A : Autorisation - E : Enregistrement - D : Déclaration - NC : Non classé

Il est donc demandé à l'exploitant de confirmer ou pas, le tableau de classement présenté ci-dessus, afin qu'il puisse être acté prochainement. **(2025/01 Observation)**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**2025/01 FASAJ :** La superficie de l'aire de transit de matériaux (rubrique ICPE 2517) semble avoir été augmentée sur un terrain appartenant à la société EUROVIA PICARDIE. Cette situation doit être réglementée avant six mois. L'exploitant notifiera aux services préfectoraux cette éventuelle modification.

**2025/01 Observation :** Confirmer ou infirmer le tableau de classement proposé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 2 : Consignes d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/12/2013, article 2.1.2.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exploitation de l'installation

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>2.1.2. Consignes d'exploitation :</b> L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel de maîtrise de la production (MMP / Réf.020732 version du 21/02/2025), et les consignes d'exploitation, notamment en cas de situations d'urgence, sont affichées dans la cabine de commande de la centrale. Lors de l'accident, la procédure d'alerte a été respectée.</p> <p>Le 01/01/2025, l'exploitant a désigné l'un de ses employés en qualité de chef de poste pour veiller au respect des règles d'environnement, d'hygiène, de sécurité, de transport (chargement, déchargement sur le site) et à l'application du cahier des charges AQP.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Propreté et esthétique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/12/2013, article 2.3.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Intégration dans le paysage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>2.3.1. Propreté :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p><b>2.3.2. Esthétique :</b> Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>2.3.1.</b> Lors de l'inspection, l'ensemble des installations était maintenu dans un bon état de propreté.</p> <p><b>2.3.2.</b> Au sud-ouest du site, les abords de l'installation sont dissimulés par un épais écran végétal.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Déclaration et rapport

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/12/2013, article 2.5.1.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incidents ou accidents</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Lors de l'accident du 16/05/2025, l'Inspection des installations classées s'est déplacée sur site pour évaluer la situation et communiquer à l'exploitant le formulaire du BARPI qui une fois renseigné, permet d'alimenter la base de données nationale des accidents industriels. Par courriel du 22/05/2025, l'exploitant a renvoyé à l'Inspection, le document complété (5 pages), et accompagné de pièces annexes (analyse des paramètres et photographie de la cuve.)

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Conditions générales de rejet – Concentration maximale**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/12/2013, article 3.2.3.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Conditions de rejet

**Prescription contrôlée :**

La quantité de poussières émises par la cheminée devront être contrôlées en continue par opacimètre régulièrement étalonné. Le rejet en poussières captées sera limité à 3 kg/heure. Les poussières captées seront recyclées en fabrication.

Le dépoussiérage des gaz du tambour sécheur sera effectué par voie sèche. Les gaz rejetés à l'atmosphère devront respecter les valeurs limites suivantes, les concentrations étant exprimées dans les conditions normales de température (273 °K) et de pression (101,3 KPa) et rapportées à 20,6 % de dioxygène.

Composés	Concentration en mg/Nm <sup>3</sup> sur gaz humides
Poussières	50
NO <sub>x</sub>	500
COV <sub>NM</sub>	110

**Constats :**

La valeur des concentrations de poussières au niveau de la cheminée, relevée par le Bureau VERITAS (59/Marcq-en-Baroeul) lors du contrôle du 29/11/2024 (Rapport n°24158816/3.1.2.R) n'était pas conforme : elle était de 247 mg/Nm<sup>3</sup>, pour une VLE de 50 mg/Nm<sup>3</sup>.

L'exploitant a indiqué avoir réalisé en janvier 2025, différentes opérations pour corriger cette non-conformité. Le rapport est en effet annoté par la recherche des causes et la réalisation de travaux pour vérifier l'étanchéité des trappes, et les changements des tôles perforées (d'une épaisseur de 6mm) et des manchettes d'un extracteur.

La valeur des concentrations de poussières, relevée ensuite par le Bureau VERITAS lors du contrôle du 07/05/2025 (Rapport n° 373920837.2.R) est de nouveau conforme : 19,1 mg/Nm<sup>3</sup>, pour une VLE de 50 mg/Nm<sup>3</sup>.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Valeurs limites d'émission des effluents aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/12/2013, article 4.3.7.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Types d'effluents, ouvrages et caractéristiques de rejet

##### Prescription contrôlée :

Avant rejet, les eaux pluviales de voiries transitent par un ou des dispositifs de prétraitement. Ces dispositifs sont entretenus régulièrement, notamment vidangés et nettoyés au moins une fois par an et autant que de besoin. Les cours et voiries où transitent des camions ou engins sont entièrement étanches et leurs eaux pluviales intégralement collectées et traitées. L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Paramètres	Concentrations instantanées (mg/L)	Paramètres	Concentrations instantanées (mg/L)
M.E.S.T	< 30	Azote global	< 30
DBO <sub>5</sub>	< 30	Phosphore	< 10
DCO	< 125	Hydrocarbures totaux	< 10

L'effluent ne contiendra pas de substances susceptibles directement ou indirectement :

- de dégager après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages (matières flottantes).

##### Constats :

Le rapport (n°13456619-001-1 du 02/12/2024) de l'agence APAVE (60/Compiègne) est formulé avec

réerves. Mais après vérification, tous les résultats sont conformes et inférieurs aux concentrations prescrites réglementairement. Le commentaire « avec réserves » est donc une coquille du rédacteur du rapport.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Niveaux acoustiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/12/2013, article 6.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des nuisances sonores et des vibrations

**Prescription contrôlée :**

**Prescription contrôlée**

**6.2.1. Valeurs limites d'émergence**

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

**6.2.2. Niveaux limites de bruit :** Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.

**Constats :**

Les mesures des niveaux sonores réalisées en six points autour du périmètre de l'installation, les

<p>26 et 27/02/2018, sont conformes à la réglementation.</p> <p><b>6.2.1.</b> Aux points 5 et 6, les valeurs limites d'émergence en zones à émergence réglementée (ZER) sont inférieures à 5dB(A).</p> <p><b>6.2.2.</b> Et aux quatre autres points (1, 2, 3 et 4) en limite de propriété, les niveaux limites de bruit mesurés sont inférieurs à 70dB(A).</p> <p>Il est précisé qu'en 2018, la centrale d'enrobés n'était pas exploitée. Les mesures acoustiques avaient enregistré le fonctionnement de l'installation de concassage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Accès et circulation dans l'établissement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/12/2013, article 7.2.1.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Infrastructures et installations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.</p> <p>Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.</p> <p>Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.).</p> <p>Les dispositifs doivent permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel.</p> <p>Le portail d'accès est fermé à clef en dehors des heures de fonctionnement Toutefois un dispositif rend cet accès en permanence accessible de l'extérieur du site pour les moyens d'intervention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de circulation et un protocole de sécurité sont émargés par les chauffeurs des camions dans la cabine de commande. Toutefois, le plan de circulation est un peu défraîchi, car il sert de sous-main de bureau. Le chef de poste envisage de le rééditer et le plastifier.</p> <p>Dans le site, les voies de circulation sont assez larges pour faciliter l'intervention des secours.</p> <p>Le site est équipé de trois portails : deux pour la centrale d'enrobés (entrée et sortie du site) et l'autre pour l'accès aux stocks de matériaux.</p> <p>Les services de secours possèdent les clefs des portails.</p> <p>Une inspection de l'état des clôtures du site est effectuée mensuellement. Des caméras sont aussi installées au niveau de la cabine de commande et selon l'exploitant, aucune intrusion de tiers n'est à déplorer. Le site est clôturé dans son ensemble, sauf à proximité de la voie ferroviaire d'embranchement.</p> <p>L'exploitant précise que la livraison de ses matériaux (environ 60 000 tonnes, soit 70 %) est effectuée par chemin de fer, soit en moyenne un train par semaine.</p> <p>Les conditions de déchargement (longueur du quai supérieure à 100 mètres, manœuvres des chargeurs), et la domanialité des parcelles concernées (appartenance à RFF/SNCF) ne permettent pas l'installation de clôtures sur le domaine ferroviaire. <b>2025/02Fait avec suite dans l'attente d'un justificatif (FASAJ)</b></p>

Pour rappel, il est interdit à tout public, de circuler sur le domaine ferroviaire. Toutefois, des pancartes précisant l'interdiction de pénétrer sur le site de AISNE ENROBES pourraient être positionnées le long des voies.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>2025/02 FASAJ : L'exploitant devra obtenir auprès de RFF/SNCF, tout justificatif sur l'impossibilité réglementaire d'installer une clôture en limite de propriété du domaine ferroviaire, avant un délai de six mois.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 9 : Installations électriques – Mise à la terre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/12/2013, article 7.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Infrastructures et installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables et notamment aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport.</p> <p>Ce rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et doit comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une description avec l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé en atmosphère explosible ;</li> <li>- une description avec l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre ;</li> <li>- les conclusions de l'organisme concernant l'état de conformité des installations avec les réglementations en vigueur ;</li> <li>- un suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives.</li> </ul> <p>Les équipements et paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.</p> <p>Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.</p>
<b>Constats :</b>

<p>L'agence DEKRA (80/Amiens) a réalisé la vérification des installations électriques : le 19/01/2023 (Rapport n°107980502301R001 avec sept observations), le 29/01/2024 (Rapport n°107980502401R001 : quatorze observations) et le 07/01/2025 (Rapport n°107980502501R001 : onze observations).</p> <p>L'exploitant précise que les plus simples (éclairages défectueux...) ont été corrigées en régie interne au cours de l'année 2025, mais elles ne sont pas annotées sur la liste récapitulative du rapport DEKRA. <b>2025/02 Observation</b></p> <p>L'exploitant a aussi présenté le devis n°4812 du 22/05/2025 contracté auprès de l'entreprise d'électricité CUELLIER (02/Laon) pour effectuer des travaux de réparation à partir des observations du rapport DEKRA de 2025. <b>2025/03 Observation</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>2025/02 Observation :</b> Il est conseillé d'accompagner physiquement le vérificateur des installations électriques lors de son inspection et d'annoter son rapport après chaque intervention d'un électricien (en régie interne ou par un prestataire externe).</p> <p><b>2025/03 Observation :</b> Confirmer l'intervention de l'électricien à l'Inspection des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 10 : Domaine de fonctionnement des procédés

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/12/2013, article 7.4.2.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Bref retour sur les événements du 16/05/2025 :</u></p> <p>À 01h46, lors d'une production d'enrobés pour un chantier nocturne, il a été constaté un échappement de fumées et un départ de feu sur la cuve de bitume n° B2 (capacité maximale de 60 tonnes, remplie à environ 50 t) qui n'était pas utilisée lors de la production des enrobés. Après coupure de l'alimentation électrique, les services de secours, alertés à 02h05, sont arrivés sur site à 02h15 et ont immédiatement traité l'incendie. La capacité de rétention des cuves de bitume est de 156 m<sup>3</sup>. À 04h15, la cuve a été vidangée. Vers 09h00, de nouvelles fumées sont apparues et jusqu'à 14h00, les pompiers ont déposé le bardage de la cuve pour traiter la combustion lente de la laine de verre, puis le site a été surveillé par les services de secours , jusqu'à 17h00, puis les jours suivants afin de traiter les éventuels points chauds.</p> <p>Les causes de l'accident seraient identifiées par le transfert de bitume dans la cuve et son débordement via le trop-plein, avec un colmatage de l'évent de la cuve. Il est fort probable que la cuve se soit déformée le 15/05, lors du soutirage du produit lors d'une production ou d'un transfert de bitume, le calorifuge restant en place. Par une fine fissure en partie supérieure de la cuve, le bitume aurait fuit et se serait infiltré via la laine de verre jusqu'aux résistances chauffantes situées en pied de la cuve. Une combustion lente du bitume aurait commencé par l'intermédiaire des résistances qui ne sont pas censées être en contact avec le bitume. Préalablement imbibé de</p>



<p>bitume, l'isolant minéral s'est donc enflammé lors de l'intervention des secours, via un appel d'air lors du retrait du bardage du silo.</p> <p>L'exploitant n'a pas encore identifié exhaustivement les causes de l'accident. Toutefois, des mesures correctives ont été immédiatement prises : la réduction du volume maximal de bitume, la dépose des événements et un contrôle de température sur les trois autres silos. D'autres sont encore au stade d'études avec ses prestataires extérieurs : l'exploitant contrôlera le fonctionnement des sondes de niveaux sur toutes ses cuves et envisage aussi la mise en place d'évent de type col de cygne, en remplacement de ceux à ressorts installés sur les silos du site de Condren/Tergnier.</p> <p><b>2025/03 Fait avec de suite dans l'attente d'un justificatif (FASAJ)</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>2025/03 FASAJ : L'exploitant déterminera les raisons qui ont conduit à l'accident et proposera les dispositifs ou mesures complémentaires permettant de palier le défaut rencontré, dans un délai de six mois.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 11 : Élimination des substances**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/12/2013, article 7.5.7.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 20/05/2025, les eaux d'extinctions contenant émulsions et bitume solidifié (total d'environ 13 tonnes) ont été stockées dans une dizaine de cuves citernes de 1000 litres, et les résidus de laine de verre et du bardage métallique du silo (environ 2 tonnes) dans deux bennes livrées par la société ORTEC Environnement (02/Saint-Quentin).</p> <p>Des analyses ont été diligentées à un laboratoire avant traitement et recyclage des déchets.</p> <p>L'exploitant était en attente de l'évacuation et de l'élimination des déchets dans les filières adaptées. <b>2025/04 Fait avec suite dans l'attente d'un justificatif (FASAJ)</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>2025/04 FASAJ : L'exploitant justifiera dans les plus brefs délais, auprès de l'Inspection que les déchets ont été évacués vers les filières adaptées.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 12 : Ressources en eau et mousse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/12/2013, article 7.6.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>- L'établissement doit disposer d'une réserve de 280 m<sup>3</sup> d'eau disponible en permanence.</li><li>- Les réseaux garantissent des appareils sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. Les réseaux sont en mesure d'assurer les débits et volume d'eau suivants :<ul style="list-style-type: none"><li>- 142 m<sup>3</sup>/h durant 1 heure soit 142 m<sup>3</sup> ;</li><li>- 280 m<sup>3</sup>/h durant 20 minutes soit 94 m<sup>3</sup>.</li></ul></li></ul> Des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement ; ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification ; L'exploitant consulte le service départemental d'incendie et de secours afin de s'assurer de l'accessibilité et de la suffisance de la quantité d'eau débitée par les bouches à incendie présentes sur le site et à proximité directe de celui-ci. L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances. Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.
<b>Constats :</b>  L'établissement dispose d'une réserve de 320 m <sup>3</sup> d'eau disponible en permanence. En sortie, deux bouches incendies permettent le branchement de deux engins pompes. Le dispositif a été validé le 29/09/2015, par le SDIS (rapport n° 15-4881/MM/PREVISION) qui a conclu que les essais effectués étaient conformes aux exigences réglementaires et que la réserve mise en place permettrait d'assurer la défense incendie du site. Des consignes d'utilisation sont affichées à proximité et l'espace devant la réserve incendie est réglementé par une interdiction de stationnement. Le site est équipé de nombreux extincteurs. Leur vérification annuelle a été réalisée le 10/07/2024, par la société SÉCURITÉ FEU (60/Noyon).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Auto-surveillance des eaux pluviales de voirie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/12/2013, article 8.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Modalités d'exercice et contenu de l'auto-surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Périodicité de la mesure	Type de suivi
MES	Annuelle	Mesure sur rejet Instantané
DBO <sub>5</sub>	Annuelle	Mesure sur rejet Instantané
DCO	Annuelle	Mesure sur rejet Instantané
Azote global	Annuelle	Mesure sur rejet Instantané
Phosphore	Annuelle	Mesure sur rejet Instantané
Hydrocarbures totaux	Annuelle	Mesure sur rejet Instantané

**Constats :**

L'agence APAVE (60/Compiègne) a réalisé les prélèvements des eaux résiduaire le 17/04/2023 (Rapport n°100077415-001-1 avec en commentaire : sans observation pour le rejet du séparateur d'hydrocarbure) et le 02/12/2024 (Rapport n°13456619-001-1 avec en commentaire : observation avec réserve. Voir constat au point de contrôle n° 6)

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 14 : Auto-surveillance des niveaux sonores**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/12/2013, article 8.2.2.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Modalités d'exercice et contenu de l'auto-surveillance

**Prescription contrôlée :**

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté puis tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence à un même plan mentionnant les mêmes points de mesures, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

**Constats :**

Les mesures des niveaux sonores émis dans l'environnement ont été réalisées les 26 et 27/02/2018, en six points autour du périmètre de la carrière, par l'agence APAVE (60/Compiègne / Rapport n°

18189468-1). Les valeurs sont conformes à la réglementation. (Voir constat au point de contrôle n° 7) Le dernier contrôle des niveaux sonores ayant été réalisé en 2018, le suivant aurait du être programmé en 2023, mais l'exploitant a reconnu l'avoir oublié. Toutefois, la société AISNE ENROBES a présenté un bon de commande (réf. 4700738439) signé auprès de l'agence APAVE (60/Compiègne) pour la réalisation des mesures des niveaux sonores pour lesquelles l'agence APAVE s'est engagée à les réaliser les 30/06 et 01/07/2025. <b>2025/05 Fait avec suite dans l'attente d'un justificatif (FASAJ)</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>2025/05 FASAJ : Transmettre à l'inspection des installations classées le contrôle des niveaux sonores réalisé en 2025 par l'agence APAVE.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 15 : Auto-surveillance des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/12/2013, article 8.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Modalités d'exercice et contenu de l'auto-surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une mesure de poussière est réalisée dans les trois premiers mois qui suivent la mise en fonctionnement de l'installation puis tous les ans.
<b>Constats :</b>  Le Bureau VERITAS (59/Marcq-en-Baroeul) a réalisé les mesures atmosphériques le 29/09/2023 (Rapport n°15090734/2.1.2.R avec en observation : respect de VLE), le 29/11/2024 (Rapport n° 24158816/3.1.2.R avec en observation : non respect de VLE. Voir constat au point de contrôle n°5) et le 07/05/2025 (Rapport n° 373920837.2.R avec en observation : respect de VLE).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite